

Introduction

François Saint-Ouen

L'Europe doit beaucoup à la Grèce, à commencer par son nom... Mais pas seulement ! C'est ce que nous rappelle avec force Louis Godart, archéologue de renom et Conseiller pour la conservation de l'héritage artistique auprès de la Présidence de la République italienne. Les Grecs anciens nous ont légué un idéal de la démocratie (incarné par Périclès) ainsi qu'un devoir de rébellion contre l'injustice (incarné par Prométhée). Il y a également dans « Les Suppliantes » d'Eschyle les éléments d'une éthique des migrations qu'il serait bon de revisiter à l'heure où l'Europe se voit précisément confrontée à ce problème qu'elle ne sait guère comment aborder.

Dans le présent dossier, qui reprend certaines des contributions au colloque « Intégration économique et démocratie : le cas de la Grèce dans la zone euro » organisé le 18 juin 2015 à l'Université de Genève par le Global Studies Institute et le Centre Européen de la Culture, les éléments contemporains de la crise grecque au sein de la zone euro sont abordés sous différentes perspectives et à la lumière de plusieurs disciplines académiques.

Le Professeur Nikos Scandamis, de l'Université d'Athènes, montre que, dans une Union Européenne imprégnée de néo-libéralisme, le marché est devenu instance de production de vérité politique. Ainsi, le pays qui a eu le malheur de s'endetter subit une limitation de sa démocratie sur le plan interne, tandis qu'il perd la possibilité de faire entendre ses arguments sur le plan externe. Maximos Aligisakis, du Global Studies Institute de l'Université de Genève, se livre pour sa part à une analyse de la résurgence des stéréotypes nationaux dans l'Union Européenne, en montrant qu'en arrière-plan de ce phénomène se trouve la relative impuissance de l'idéal européen à produire du lien social, et partant

de la solidarité, à la différence de ce qui se passe au niveau national ou même local. François Saint-Ouen, du Global Studies Institute de l'Université de Genève, voit dans la crise grecque une occasion de s'interroger sur les valeurs que l'on peut déduire de l'action de l'Union Européenne, et conclut que l'UE souffre de confusion et d'incertitude quant aux valeurs qu'elle prétend concrètement incarner.

Les trois dernières contributions envisagent les perspectives d'avenir de la zone euro (et au-delà de la construction européenne), à partir des leçons que l'on peut tirer de la crise grecque. Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) à Paris, pensent que les divergences économiques sont trop grandes au sein de la zone euro pour que les projets de la renforcer par le haut, en accentuant son intégration, aient beaucoup de chances de réussir. Ils plaident ainsi plutôt vers un retour à un accroissement des marges de manœuvre concédées aux États membres. Georges Kolyvas, de la Commission européenne, fait pour sa part confiance aux réformes actuellement en cours sous la houlette des « cinq Présidents » de l'Union Européenne et parie sur un renforcement conséquent de la zone euro à l'horizon 2025 ainsi que sur le maintien de la Grèce en son sein. Le Professeur Dusan Sidjanski, de l'Université de Genève, souhaite pour sa part que l'on franchisse un palier qualitatif qui ferait à terme de la zone euro le noyau fédérateur d'une future Union politique. Il propose dans un premier temps de rompre avec les pratiques intergouvernementales qui caractérisent aujourd'hui la zone euro en inscrivant cette évolution dans le cadre d'une généralisation à la zone euro des procédures prévues par le traité de Lisbonne, ce qui reviendrait concrètement à la « communautariser ».